

M. Fontaine: Mes collègues libéraux auraient, une fois de plus, intérêt à m'écouter, monsieur le Président, au lieu de se lancer dans des cris incompréhensibles propres à d'autres endroits qu'au Parlement du Canada.

Le Conseil économique du Canada mentionne que nous connaissons—des gens payés par les libéraux et engagés par eux—un imbroglio important au niveau fiscal, ce ne sont pas des politiciens qui disent cela, ce sont les gens que vous avez engagés, les compétences, et que les Canadiens sont beaucoup trop souvent tentés d'investir dans des placements fiscalement rentables mais non économiquement rentables. Le système de taxation des libéraux, et je cite,

... favorise l'investissement dans des activités produisant les rendements après impôts les plus élevés plutôt que dans des activités les plus productives offrant les rendements avant impôts les plus élevés.

Le ministre Wilson, dans son budget de mercredi, a commencé à modifier notre système fiscal dans le bon sens. Monsieur le Président, notre économie est entre bonnes mains. Il n'y a que l'opposition qui est malheureuse, pour d'autres raisons aussi d'ailleurs, et je lui souhaite de continuer à penser, même pendant votre fin de semaine à Québec avec les gens qui vous manquent, à penser à vos erreurs du passé pendant les nombreuses décennies à venir. Merci, monsieur le Président, c'est le bonheur que je vous souhaite.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions et commentaires.

● (1440)

[Traduction]

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai quelques questions à poser au député. Comment se fait-il que, depuis la présentation du budget, la devise canadienne ne cesse de baisser sur le marché des changes? Si elle n'est pas descendue davantage, c'est vraisemblablement parce que le gouvernement canadien...

M. Dick: Vraisemblablement!

M. Riis: Je dirai donc tout bonnement que c'est parce que le gouvernement, par l'entremise de la banque centrale, s'empresse d'acheter littéralement des centaines de millions de dollars canadiens pour donner l'impression que les gens font confiance à notre devise.

Croit-il vraiment que celui qui gagne \$10,000 par année à travailler dans une scierie ou un bureau devrait payer un impôt de 20 p. 100 sur son revenu alors que s'il touchait le même montant pour la vente d'un terrain en Arizona ou à la suite de ses spéculations à la bourse de Hong Kong il n'aurait rien à verser, grâce à l'exemption fiscale sur les gains en capital? Est-ce juste, à son avis?

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, pour répondre à la question du député de Kamloops-Shuswap (M. Riis), sa première question est que les Canadiens ont immédiatement répondu positivement à notre budget. Vous avez la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante qui est assez représentative, qui représente le moteur des petites entreprises, le moteur de nos entreprises, qui a fait des commentaires fort positifs. Vous avez les grands quotidiens du pays qui ont fait des commentaires fort positifs. Vous avez le Conseil du patronat du Québec qui a fait des commentaires fort positifs. Vous avez maintes autres organisations. La communauté d'affaires est très élogieuse en faveur de notre budget.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Et lorsque vous nous parlez également de certaines incidences de taxes dans des cas particuliers, je suis heureux de vous faire part que vous avez oublié de mentionner que notre budget—et vous me donnez l'occasion de le faire, je vais essayer de vous l'expliquer pour être compris—notre budget, qui favorise une reprise économique, qui inspire confiance à la communauté des gens d'affaires, qui va faire en sorte qu'il y aura une demande moins forte sur les emprunts de la part du gouvernement, cela va, par définition, rendre plus d'argent disponible pour l'entreprise privée. L'argent étant plus disponible, cela veut dire que le coût de l'argent va être moins élevé. Et lorsque le coût de l'argent est moins élevé, vous-mêmes, moi-même, les Canadiens, lorsque nous empruntons, particulièrement nos emprunts hypothécaires pour nos résidences respectives, on pense à des emprunts moyens de \$50,000, nos emprunts hypothécaires vont nous coûter peut-être 3 p. 100 de moins, peut-être 4 p. 100 de moins, ce qui veut dire de \$1,500 à \$2,000 de moins, alors que peut-être que les mesures fiscales vont nous coûter \$300 à \$400 d'impôt.

Alors, chaque Canadien gagne avec nos propositions fiscales. C'est ce que vous avez oublié de calculer. Vous êtes toujours en train de calculer le petit point qui est par vous-mêmes contestable, étant donné votre philosophie socialiste. Mais vous n'êtes jamais capable de donner la vraie mesure à la population.

Monsieur le Président, c'est ma réponse.

Le président suppléant (M. Paproski): Question supplémentaire, l'honorable député de Kamloops-Shuswap (M. Riis).

[Traduction]

M. Riis: Monsieur le Président, j'ai une courte question supplémentaire. Le député n'a peut-être pas compris ma question. Pourquoi notre dollar s'effondre-t-il? Pourquoi faut-il que la banque centrale intervienne? Pourquoi est-ce que les spéculateurs n'ont pas d'impôt à payer sur les gains en capital qu'ils ont réalisés à la bourse de Hong Kong?

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, j'ai très bien compris la question, mais je ne prétends pas que le député ait bien compris ma réponse. Le message du budget est clair, c'est un message de reprise de confiance en la population du Canada. C'est un message qui s'adresse aux 750,000 petites et moyennes entreprises du Canada. On leur dit: engagez du monde, maintenant c'est possible pour vous de conserver une partie plus importante de vos profits, c'est possible pour vous de prendre de l'expansion. On redonne l'esprit d'entrepreneurship qui avait été enlevé par les libéraux lorsque dans certains cas vous faisiez Chambre avec eux, messieurs, les gens des partis socialistes. Alors notre message est clair; c'est un message de reprise de confiance, et, des points précis; on va donner la possibilité au gens d'affaires, ceux qui signent des chèques de paie le jeudi soir, d'engager plus de monde. C'est comme cela qu'on va régler le problème du chômage au Canada.

Ils vont avoir confiance, ils vont être intéressés à développer des entreprises, ils pourront retirer des dividendes de leurs propres entreprises sans qu'on les taxe, comme l'avait proposé et mis en place le budget MacEachen. Alors ils pourront faire cela, ils pourront s'accumuler du patrimoine et gagner jusqu'à \$500,000 sans y connaître les inconvénients fiscaux.